CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
CINQUIEME SESSION
NEW-YORK, SEPTEMBRE 1950

~~OTAN~~
~~TRES SECRET~~
DOCUMENT No. 5/2
C5-D/2
14 septembre 1950

NATO UNCLASSIFIED
and
PUBLIC DISCLOSED

RAPPORT DES SUPPLEANTS DU CONSEIL

Rapport des Suppléants du Conseil au Conseil de l'Atlantique Nord soumis pour examen et approbation conformément à l'article 3 de l'ordre du jour proposé pour la cinquième session.

T.A.G. CHARLTON
SECRETAIRE

New-York
14 septembre 1950

~~TRES SECRET~~

DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSURE / DECLASSIFIE - MISE EN LECTURE PUBLIQUE

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
CINQUIEME SESSION
NEW-YORK, SEPTEMBRE 1950

OTAN
~~TRÈS SECRET~~
CONFIDENTIAL
DOCUMENT No. 5/2
C5-D/2
14 septembre 1950

RAPPORT DES SUPPLEANTS DU
CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD

New-York

14 septembre 1950

TRÈS SECRET

TABLE DES MATIERES

- I. INTRODUCTION
 - ORGANISATION
 - ORDRE DU JOUR
 - CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL SUR LA DEFENSE
- II. MESURES D'ORDRE IMMEDIAT
 - FORCES MILITAIRES EFFECTIVES
 - PROGRAMME DE PRODUCTION DE HAUTE PRIORITE
 - QUESTIONS FINANCIERES
 - ORGANISATION MILITAIRE AUX TERMES DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
- III. MESURES MOINS URGENTES
- IV. NIVEAU GENERAL DE L'EFFORT
- V. QUESTIONS POLITIQUES D'INTERET COMMUN POUR LES PAYS DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
- VI. ACTION EN MATIERE D'INFORMATION PUBLIQUE AUX TERMES DE L'ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD
- VII. CONCLUSION

I

INTRODUCTION

ORGANISATION

1. Aux termes de la Résolution du Conseil No. 4/7, chaque Gouvernement signataire du Traité de l'Atlantique Nord a désigné un Suppléant à son Représentant au Conseil de l'Atlantique Nord. Les Suppléants du Conseil de l'Atlantique Nord se sont réunis à Londres, lieu de leur siège permanent, le 25 juillet 1950. Depuis cette date, les Suppléants se sont réunis 20 fois à Londres et à New-York.

2. Au cours de la première séance, Mr. Charles M. Spofford, Suppléant du Représentant des Etats-Unis au Conseil de l'Atlantique Nord, a été élu à l'unanimité président permanent des Suppléants.

3. Dans le but d'assurer un fonctionnement permanent et continu, les Suppléants ont nommé M. T.A.G. Charlton, dont les services ont été rendus disponibles par le Gouvernement du Royaume-Uni, en qualité de Secrétaire du Conseil de l'Atlantique Nord et des Suppléants du Conseil de l'Atlantique Nord. Sur la recommandation de M. Charlton, les Suppléants ont autorisé l'établissement à Londres d'un secrétariat international pour s'occuper des besoins administratifs des Suppléants. Les Suppléants ont également autorisé M. Charlton à consulter les Secrétaires et les Présidents des Groupes de Travail permanents des autres organismes permanents du Traité de l'Atlantique Nord à Londres, en vue d'adopter des mesures permettant aux organismes, dont le siège est situé à Londres, de disposer de services administratifs organisés d'une façon économique et efficace.

ORDRE DU JOUR

4. Les Suppléants ont d'abord examiné les cinq tâches principales entreprises par le Conseil dans la résolution No. 4/7, et ont commencé à travailler sur les questions de première urgence (a) et (b) mentionnées ci-dessous:

(a) Etudier la corrélation existant entre les différents programmes destinés à appuyer l'application des plans relatifs à la défense de la région de l'Atlantique Nord, et à assurer la coordination du travail du Comité de Défense, du Comité financier et économique de Défense et de tous les autres organismes créés aux termes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord;

(b) recommander aux Gouvernements les mesures nécessaires pour assurer la mise en vigueur des plans coordonnés qui ont été préparés pour la défense de la région de l'Atlantique Nord;

(c) échanger des vues sur les questions politiques d'intérêt commun dans le cadre du Traité.

(d)

(d) encourager l'élaboration de programmes d'information et coordonner ces programmes conformément aux objectifs du Traité, tout en laissant à chaque pays la responsabilité d'établir ses propres programmes nationaux;

(e) examiner les mesures supplémentaires qu'il conviendrait de prendre aux termes de l'article 2 du Traité, en tenant compte, dans ce domaine, des travaux des organismes existant actuellement.

5. Les Suppléants, tenant compte de la Résolution du Conseil No. 4/4 relative à la nécessité d'établir une coordination entre les Organismes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ont travaillé étroitement avec les autres organismes permanents, en particulier les Groupes de Travail permanents du Comité financier et économique de Défense, le Comité militaire de Production et d'Armement, et le Groupe permanent du Comité militaire. Les Suppléants ont reçu des rapports émanant de ces organismes, ayant trait au degré d'avancement de la préparation des plans pour la défense dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ont chargé les memes organismes de travailler sur des projets particuliers et ont invité de temps à autre des représentants des organismes en question à prendre part aux délibérations des Suppléants. Les Suppléants ont également reçu pour leur information le rapport présenté au Conseil par la Commission pour la Préparation des Plans en matière de Transports maritimes.

CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL SUR LA DEFENSE

6. Il a été admis que les mesures devant être prises par les Gouvernements signataires du Traité de l'Atlantique Nord nécessitent l'élaboration et la mise à exécution de plans portant sur quatre points principaux:

- (1) le recrutement et l'entraînement de forces armées;
- (2) la production et l'acquisition de matériel;
- (3) l'établissement d'un appui financier en vue de la réalisation des objectifs ci-dessus;
- (4) l'organisation militaire du Traité de l'Atlantique Nord.

7. Les trois premières lignes de conduite impliqueraient des considérations à la fois d'ordre immédiat et d'ordre moins immédiat. En ce qui concerne le recrutement et l'entraînement de forces armées, le programme le moins immédiat serait basé sur le Plan de Défense à Echéance moyenne, dont le texte détaillé sera complété prochainement par les organismes militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Le programme nécessitant une exécution immédiate porte sur les mesures à prendre par les Gouvernements, sans atteindre l'achèvement du Plan de Défense à Echéance moyenne, afin d'accroître les forces militaires effectives sur pied.

8.

8. En ce qui concerne la production et l'acquisition de matériel, les mesures d'ordre moins immédiat comportent l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de production fusionné, basées sur les travaux déjà entrepris par le Comité militaire de Production et d'Armement. Les mesures d'ordre immédiat comportent l'élaboration d'un programme intermédiaire de production et d'approvisionnement destiné à permettre la production dans le plus bref délai possible de certains articles d'équipement militaire dont le besoin est urgent.

9. En ce qui concerne l'établissement d'un appui financier pour la réalisation des objectifs ci-dessus, il a été nécessaire d'élaborer, pour les programmes d'ordre moins immédiat, un système financier destiné à assurer une distribution équitable des fardeaux financiers, ainsi que l'utilisation la plus efficace et la plus économique des ressources collectives dans l'intérêt commun. Pour mettre à exécution les mesures immédiates, il a été nécessaire de fournir des moyens pour financer l'accroissement des forces militaires effectives, ainsi que le programme de production à haute priorité.

II

MESURES D'ORDRE IMMEDIATFORCES MILITAIRES EFFECTIVES

10. Les Suppléants étaient en possession de la Résolution No. 4/2 aux termes de laquelle le Conseil de l'Atlantique Nord invite instamment les Gouvernements des Pays du Traité de l'Atlantique Nord à "assurer l'accroissement progressif des forces de défense...". Le Groupe permanent a également fait, dans son rapport aux Suppléants (Doc. D-D/4), les recommandations suivantes: "Etant donné la situation internationale actuelle, ainsi que la nécessité urgente d'améliorer notre défense, le Groupe permanent recommande en conséquence que les Suppléants du Conseil de l'Atlantique Nord prennent des mesures pour convaincre les Gouvernements des Pays du Traité de l'Atlantique Nord de la nécessité de prendre des mesures immédiates pour accroître le total des forces effectives de combat qu'ils se proposent en ce moment de mettre sur pied le 1er juillet 1951 comme première étape dans la mise en oeuvre de la défense de la région de l'Atlantique Nord."

11. Dans le but d'obtenir des renseignements directs sur les progrès de la préparation des plans de défense, ainsi que sur l'état de la défense de la région de l'Atlantique Nord, les Suppléants ont invité le Groupe permanent à envoyer des représentants pour participer à leurs délibérations. A la réunion des Suppléants du 1er août 1950, les représentants du Groupe permanent ont déclaré qu'ils considéraient que les Suppléants pouvaient rechercher, en tant que première mesure destinée à améliorer l'état de préparation, une action immédiate de la part de chaque pays, visant à accroître l'effectif total des forces de combat. Ces représentants du Groupe permanent ont également déclaré que ce qu'il importe d'avoir

à

à l'heure actuelle est un plus grand nombre de forces armées actives effectivement et rapidement utilisables. Les représentants ont également souligné le fait que si des mesures énergiques n'étaient prises immédiatement à cet effet, les forces nécessaires ne sauraient être mises sur pied même à une date aussi éloignée que 1954.

12. En conséquence les Suppléants ont adopté à l'unanimité une résolution (D-D/18 (Révisée) recommandant "aux Gouvernements de prendre des dispositions immédiates pour accroître le nombre total des forces effectives de combat, qu'ils se proposent de tenir en état de prompt disponibilité à partir du 1^{er} juillet 1951". Les Suppléants ont souligné le fait que: "ce qui importe, c'est que chaque Gouvernement commence immédiatement, et de sa propre initiative, la tâche consistant à réaliser l'augmentation des forces de combat de la première année, considérée comme étant sa contribution aux termes du Plan de Défense à Echéance moyenne".

13. Afin de prendre des mesures appropriées pour la mise à exécution de la résolution, les Suppléants ont convenu que chacun d'entre eux consulterait son gouvernement en vue d'obtenir des renseignements précis au sujet des plans portant sur l'accroissement, en quantité et en qualité, des forces effectives sur pied au 1^{er} juillet 1951, et que les plans en question seraient soumis au Conseil dès avant le 28 août 1950, au plus tard. Cette ligne de conduite a été effectivement suivie et les Suppléants ont reçu de chacun des gouvernements les renseignements demandés (Docs. D-D/43-54 et 60). Les réponses reçues ont indiqué un accroissement encourageant de l'effectif des forces que l'on espère voir sur pied au 1^{er} juillet 1951. Les Suppléants ont toutefois constaté que les renseignements en question étaient incomplets à beaucoup de points de vue et que sans aucun doute des mesures seraient prises par certains des gouvernements signataires du Traité de l'Atlantique Nord afin d'assurer la mise sur pied de forces de défense. Néanmoins, il a été considéré que les renseignements transmis constituaient une base d'appréciation pouvant permettre de déterminer si les efforts entrepris afin d'assurer l'accroissement immédiat des forces de défense étaient suffisants. Avant, toutefois, de procéder à cette détermination, il sera indispensable d'obtenir l'opinion d'organismes militaires quant aux renseignements transmis par les gouvernements. Il a été reconnu que les plans militaires n'étaient pas encore suffisamment au point pour permettre d'établir une comparaison entre les forces qui seront obtenues par suite des accroissements à effectuer jusqu'au 1^{er} juillet 1951 et un effectif prédéterminé et agréé; néanmoins, il a été considéré que les organismes militaires de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord possédaient suffisamment de renseignements pour leur permettre de faire une évaluation générale quant à la suffisance ou l'insuffisance des accroissements prévus.

14. En conséquence, les Suppléants ont convenu d'inviter leur Président à transmettre les réponses des gouvernements

relatives

relatives aux accroissements à effectuer dès avant le 1er juillet 1951 au Président du Comité de Défense, en priant ce dernier de bien vouloir faire procéder de toute urgence à telle analyse générale qu'il sera possible d'effectuer pour présentation au Conseil, avec toutes recommandations jugées appropriées à la lumière de la dite analyse. La lettre du Président au Président du Comité de Défense constitue le document D-D/66.

15. Dans une lettre au Président du Conseil des Suppléants (Doc. D-D/56) le Président du Conseil de Défense a fait certaines recommandations concernant l'action qui pourrait être entreprise par ces derniers en vue de l'augmentation immédiate des forces de la défense. Ces recommandations portent sur (1) l'accroissement de la portée, de la durée et du rendement des services militaires nationaux, y compris les réserves; (2) l'amélioration des procédés de mobilisation; (3) l'amélioration des procédés d'instruction. Les Suppléants ont convenu de demander au Président du Conseil de Défense de bien vouloir formuler de nouvelles recommandations précises portant sur les imperfections dans les domaines mentionnés ci-dessus, afin de permettre la prise de mesures rectificatives (Doc. D-D/67).

PROGRAMME DE PRODUCTION DE HAUTE PRIORITE

16. Lorsque les Suppléants se sont réunis à Londres, ils ont reçu un compte rendu du Groupe de Travail permanent du Comité militaire de Production et d'Armement (Doc. D-D/2) relatif aux progrès des plans concernant la production et la fourniture de matériel militaire destiné aux forces militaires des pays du Traité de l'Atlantique Nord, ainsi qu'un compte rendu du Groupe de Travail permanent du Comité financier et économique de Défense (Document D-D/1) relatif aux aspects financiers et économiques des efforts accrus en vue de la défense. Etant d'accord sur le fait qu'il est nécessaire d'accélérer immédiatement les efforts en vue de renforcer la puissance défensive, les Suppléants se sont appliqués à déterminer les dispositions devant être recommandées aux gouvernements en vue d'une mise en oeuvre immédiate.

17. Se rendant compte que certains éléments essentiels d'équipement militaire étaient immédiatement nécessaires et qu'un long délai est indispensable pour que puisse être commencée et complétée la production de la plupart des éléments d'équipement militaire, les Suppléants ont pris des mesures pour obtenir les informations qui leur permettraient de faire des recommandations spéciales en ce qui concerne l'établissement de programmes de production immédiate.

18. Ainsi qu'il est convenu dans le Document D-D/9 révisé, les Suppléants ont obtenu les compte rendus de base suivants:

(1) Une liste émanant du Groupe permanent (Doc. D-D/21) indiquant les quantités minima d'éléments d'équipement,

nécessités

nécessités selon les détails du plan de défense à échéance moyenne et relative aux éléments d'équipement ayant une haute priorité dans les catégories suivantes, avions de combat, artillerie, munitions explosifs, électroniques, armes portatives, véhicules de transport, véhicules de combat, équipement nécessaire au génie maritime et militaire.

(2) Un compte rendu émanant du Groupe permanent de Travail du Comité militaire de Production et d'Armement (Doc. D-D/35) donnant une estimation quant à la capacité matérielle de production à l'intérieur des pays européens du Traité de l'Atlantique Nord qui pourrait être utilisé en vue de la production d'articles de haute priorité recommandés par le Groupe permanent, si l'on suppose que les fonds nécessaires et que les mesures financières en vue du transfert d'un pays à l'autre ont été assurés. Ce compte rendu recommande également une répartition de la production de ces articles de haute priorité entre les divers pays. Les recommandations ont été basées sur une étude des comptes rendus relatifs aux capacités actuellement inutilisées et aux prix; un rapport a ensuite été établi entre ces données et la liste des besoins du Groupe permanent.

19. Les Suppléants ont trouvé que, tandis que le compte rendu du Groupe permanent exige une mise au point de détail constante et continue, il procure des informations suffisantes sur lesquelles il est possible de baser un programme initial de production à courte échéance et que les recommandations du Groupe permanent de Travail du Comité militaire de Production et d'Armement ont procuré une base adéquate à partir de laquelle les gouvernements respectifs peuvent prendre les mesures nécessaires. De la discussion et de l'examen de ces comptes rendus et du compte rendu du Groupe permanent de Travail du Comité financier et économique de Défense, il est résulté un agrément unanime concernant une résolution (Doc. D-D/58 Final) recommandant que les gouvernements prennent des mesures immédiates pour mettre en oeuvre le programme de production de haute priorité.

20. Cette action de la part des Suppléants a été motivée par une compréhension du fait qu'il est nécessaire d'agir sans délai afin d'être en mesure de mettre des quantités importantes de matériel essentiel entre les mains des forces de combat dans les deux années qui vont suivre. Il est parfaitement entendu qu'une telle action doit être compatible avec le travail déjà commencé par le Comité militaire de Production et d'Armement et le Comité financier et économique de Défense, sans retarder ce travail effectué en vue d'élaborer des programmes combinés de production à longue échéance et de mettre au point des systèmes financiers en appui de ce programme.

21. Les

21. Les Suppléants du Conseil se sont rendu compte que certaines difficultés pouvaient vraisemblablement survenir dans le cas de certains projets contenus dans le programme de production de haute priorité. Dans le but d'accélérer l'exécution de ces projets, un Groupe de Travail a été constitué en vue de fournir, à titre intérimaire, un mécanisme susceptible de coordonner et d'orienter le programme dans ses grandes lignes, et en particulier dans ses aspects multilatéraux. Les difficultés seront soumises au Groupe de Travail, qui aura pour mission de proposer des solutions, avec l'aide du Groupe permanent ainsi que du Groupe de Travail permanent du Comité militaire de Production et d'Armement et du Comité financier et économique de Défense. Ce Groupe de Travail fonctionne déjà à Londres.

22. En outre, afin qu'ils puissent être tenus au courant de l'avancement du programme de production de haute priorité, les Suppléants ont été priés de présenter un rapport préliminaire dès avant le 13 septembre 1950 et un rapport complet pour le 30 septembre 1950, contenant tous renseignements, sous des rubriques précises, quant aux dispositions prises par chaque gouvernement en vue d'exécuter le dit programme. Le 13 septembre 1950, les Suppléants ont fait rapport des progrès qui avaient été réalisés depuis les débuts de la mise à exécution du Programme de Production à Haute Priorité. Dans presque tous les cas, ces rapports indiquent l'intention bien arrêtée des Gouvernements de fournir d'importants efforts en vue de la réalisation complète du programme. Toutefois, les révisions nécessaires portant sur les quantités, et les types devant être produits ont déjà été entreprises dans certains cas, et les travaux relatifs aux arrangements spécifiques et aux problèmes s'y rapportant sont en voie d'exécution. Les rapports initiaux ont été soumis au Groupe de Travail des Suppléants pour toute décision qu'il y aurait lieu de prendre à l'heure actuelle.

QUESTIONS FINANCIERES

23. Dans le cadre de leur examen du programme de production de haute priorité, les Suppléants ont reçu du Groupe permanent de Travail du Comité financier et économique de Défense un rapport (Doc. D-D/20) présentant des recommandations relatives à d'éventuels mécanismes provisoires en matière d'utilisation des fonds rendus disponibles par tous les pays du Traité de l'Atlantique Nord pour la production d'armement en Europe en vue d'assurer une production aussi forte et constante que possible. Ce rapport était basé sur l'examen de plusieurs mécanismes possibles, comprenant (a) une masse commune en vue de financer les dépenses relatives aux armements et de faciliter les transferts de matériel de guerre grâce à un mécanisme de compensation, (b) la création centrale de fonds en vue du règlement des transferts de matériel de guerre, (c) des arrangements réciproques pour le transfert gratuit de matériel de guerre, sous réserve d'accord préalable concernant l'attribution sous une forme quelconque d'aide américaine, (d) l'utilisation continue de l'Union européenne de

Paiements

Paiements pour le règlement de transferts de matériel, en conjonction avec l'engagement de la part des Etats-Unis d'affecter une partie de son aide militaire de manière à rectifier complètement ou partiellement les déséquilibres nets de la balance des paiements pouvant résulter des dits transferts militaires. Les trois derniers mécanismes ne concernent que les transferts d'éléments de matériel entre pays.

24. A la suite d'une étude entreprise à ce sujet, le Groupe permanent de Travail du Comité financier et économique de Défense a fait les recommandations suivantes: (a) les gouvernements intéressés devraient, dans la mesure où leurs moyens financiers le permettent et sans attendre d'assurances précises de compensation, commencer sans délai la production des articles visés par les projets de haute priorité; (b) si un montant substantiel d'aide américaine peut être attribué dans un avenir prochain, la proposition du Royaume-Uni concernant les "transferts libres" devrait être dûment considérée; (c) il convient de prendre en considération lors de l'établissement de contrats de haute priorité sur une base ad hoc la nécessité de conclure les règlements internationaux par l'intermédiaire de l'Union européenne de Paiements en utilisant les achats off-shore des Etats-Unis afin de compenser tout déséquilibre injuste des devises étrangères.

25. En discutant la question du financement du programme de production de haute priorité à la lumière du compte rendu du Comité financier et économique de Défense, les Suppléants ont été d'avis qu'il importait surtout que tous les moyens de financement soient tels qu'ils permettent l'achèvement immédiat du programme. Il a été constaté que cette considération préviendrait selon toute probabilité l'établissement de nouveaux mécanismes financiers; cependant, il a été clairement compris que l'adoption de moyens immédiats ne devait pas prévenir l'adoption de mécanismes nouveaux ou différents relativement aux programmes moins immédiats, si de tels mécanismes étaient reconnus désirables.

26. En conséquence, les Suppléants ont approuvé le compte rendu du Groupe permanent de Travail du Comité financier et économique de Défense et ont accepté comme base d'une action immédiate les recommandations énoncées ci-dessus au paragraphe 24 (a) et (c). Les recommandations faites aux gouvernements par les Suppléants sont énoncées dans leur résolution acceptée d'un commun accord (Doc. D-D/58 Définitif). Il a été reconnu par les Suppléants qu'en recommandant l'utilisation des moyens actuels pour financer le programme de production de haute priorité, ainsi que l'utilisation de l'Union européenne de Paiements pour le règlement des changements susceptibles de survenir dans les balances de paiement intra-européennes à la suite de paiements effectués par un pays bénéficiaire d'articles produits par un autre pays (à l'exclusion de la valeur de l'aide des Etats-Unis représentée par cet article), ils n'excluaient pas la possibilité de transferts gratuits de matériel militaire d'un pays producteur à un autre pays, si le pays producteur désirait effectuer de tels transferts.

ORGANISATION

TRES SECRET

ORGANISATION MILITAIRE AUX TERMES DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

27. Les Suppléants ont reçu le 22 août 1950 un mémorandum du Suppléant de la France exposant les vues du Gouvernement français sur certaines questions fondamentales, y compris celle de l'organisation militaire aux termes du Traité de l'Atlantique Nord. Le Gouvernement français a exprimé des doutes quant à l'efficacité de l'organisation actuelle et a proposé que soient apportées des modifications de base et à grande portée à la structure militaire.

28. Les Suppléants ont émis l'avis qu'il conviendrait de passer à la discussion de ces questions de fond en prenant comme base l'étude préalable que les organismes militaires compétents du Traité de l'Atlantique Nord ont faite à ce sujet. En conséquence, une résolution a été adoptée (Document D-D/62 Définitif) ayant pour objet d'inviter le Comité de Défense à formuler, avant le 18 octobre prochain, son opinion sur ces questions et, au besoin, de mettre le Conseil de l'Atlantique Nord au courant des mesures qui pourraient devenir indispensables en vue de mettre les plans de défense à exécution et d'apporter les modifications correspondantes à l'organisation des organismes militaires relevant du Traité de Bruxelles et du Traité de l'Atlantique Nord. En outre, le Président du Comité de Défense a été mis au courant du fait que la question de l'organisation militaire a été mise à l'ordre du jour proposé pour la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord du 15 septembre 1950 et lui a fait part de l'espoir exprimé par les Suppléants que les recommandations intérimaires puissent être présentées au Conseil à cette date.

III

MESURES MOINS URGENTES

29. Non seulement les Suppléants se sont efforcés de prendre les mesures qui paraissaient urgentes, mais ils n'ont pas perdu de vue les mesures moins importantes dont la solution aidera à la réalisation de la puissance collective de défense adéquate des régions de l'Atlantique Nord. La partie II fait l'objet des dispositions prises par les Suppléants en ce qui concerne l'augmentation immédiate des forces militaires effectives. Ces dispositions ont été prises parce qu'il a été constaté qu'il existe un écart important entre les forces disponibles et les forces nécessaires et que tout progrès réalisé actuellement serait parfaitement dans les limites des plans complétés. En même temps, les Suppléants ont attaché la plus haute importance à la mise au point la plus rapide possible d'un plan de défense à échéance moyenne. Il a été souligné que la mise sur pied de forces militaires suffisantes à la défense adéquate de la Région de l'Atlantique Nord et la prise des dispositions assurant les moyens d'équiper et d'entraîner ces forces dépendait de la détermination des besoins d'ensemble et des besoins de chaque pays. Ce serait donc là l'objectif du Plan de Défense à échéance moyenne.

30. A l'occasion de l'examen des tâches confrontant les pays du Traité de l'Atlantique Nord, les Suppléants ont procédé à un échange préliminaire de vues sur deux questions de base, à savoir la préparation d'un programme combiné de production de matériel de guerre pour les pays du Traité de l'Atlantique Nord et la nécessité de déterminer les moyens ou systèmes financiers appropriés en vue d'appuyer les efforts combinés de défense du Traité de l'Atlantique Nord. Des rapports émanant à la fois du Comité militaire de Production et d'Armement et du Comité financier et économique de Défense ont indiqué qu'un certain travail préliminaire a été entrepris sur divers aspects présentés par ces questions. A cette occasion le Suppléant français a présenté un mémorandum (Doc. D-D/34) exposant les vues du Gouvernement français sur ces points et sur d'autres questions fondamentales.

31. En conséquence de ces discussions, les Suppléants ont été conscients du besoin de réaliser de plus grands progrès en ce qui concerne l'établissement d'un programme combiné pour la production relative à la défense, et d'un système financier susceptible d'assurer une distribution équitable des fardeaux financiers et l'utilisation la plus économique et la plus efficace des ressources collectives des pays de l'OTAN, dans l'intérêt commun. Ils se sont rendu compte que le succès final de l'entreprise du Traité de l'Atlantique Nord dépendait dans une large mesure de la solution des nombreux problèmes fondamentaux et complexes inhérents à ces questions. Il a été convenu de procéder d'urgence à des études supplémentaires détaillées. En conséquence, une résolution a été unanimement adoptée (Document D-D/62) à l'effet de désigner un sous-comité dans la composition duquel entreraient les Suppléants du Canada, de la France, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, en vue de la préparation d'un premier rapport pour le 18 octobre, traitant des dispositions nécessaires à prendre et de toute modification éventuellement nécessaire de l'organisation actuelle du Traité de l'Atlantique Nord en vue de trouver la solution de ces problèmes. Les Suppléants ont insisté sur le fait que ce travail ne devrait pas retarder les efforts actuellement déployés en vue de la réalisation des programmes de production à haute priorité.

IV

NIVEAU GENERAL DE L'EFFORT

32. A la réunion des Suppléants, tenue le 26 juillet 1950, le Suppléant des Etats-Unis a fait allusion à un message du Président au Congrès, en date du 19 juillet, relatif à l'ouverture des hostilités en Corée, lequel soulignait la nécessité pour les pays libres dans les autres parties du monde d'intensifier d'urgence leurs efforts, en vue d'unifier leur puissance commune afin de prévenir toute nouvelle agression. Le Président a défini dans leurs grandes lignes les mesures que le Gouvernement des Etats-Unis se propose de prendre pour aider les Nations Unies à rétablir la situation en Corée et a recommandé en outre au Congrès des mesures extraordinaires pour

accroître

accroître la puissance militaire des Etats-Unis. De plus, le Président a exprimé l'opinion que les autres pays libres, de concert avec les Etats-Unis, doivent prendre des mesures immédiates pour intensifier leurs programmes de défense, mais il a reconnu que, pour leur permettre de fournir une contribution maxima à la défense commune, une aide supplémentaire de la part des Etats-Unis serait nécessaire.

33. Les Suppléants du Conseil ont été informés que le Président était prêt à recommander au Congrès une aide militaire plus importante aux pays du Traité de l'Atlantique Nord pendant l'année fiscale en cours. Toutefois, l'étendue et la nature de cette aide dépendraient largement de l'indication des mesures que les autres pays du Traité de l'Atlantique Nord étaient prêts à prendre. Le Suppléant des Etats-Unis a exprimé le désir des Etats-Unis d'avoir aussitôt que possible des indices de l'ordre et de l'importance de l'intensification des efforts de défense envisagés par les autres gouvernements signataires du Traité de l'Atlantique Nord, afin de seconder les Etats-Unis dans l'élaboration de leur programme supplémentaire.

34. En réponse à cette demande, le Gouvernement des Etats-Unis a reçu des réponses des Gouvernements signataires du Traité de l'Atlantique Nord relatives à l'intensification des efforts de défense qu'ils étaient prêts à fournir (Documents D-D/23-26, 28-33, 13, 92, 57). Au cours des réunions des Suppléants, le Suppléant des Etats-Unis a proposé-- et cette proposition a été adoptée par les Suppléants--que ces réponses soient examinées par les Suppléants. Afin d'obtenir une étude des réponses aussi complète que possible, un groupe de travail, composé des Suppléants de la France, des Pays-Bas, de la Norvège, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, a été établi et a été chargé:

- (1) d'analyser et d'évaluer les réponses adressées au Gouvernement des Etats-Unis par les gouvernements de chaque pays;
- (2) de recommander aux Suppléants les mesures à prendre, à la lumière des réponses des Gouvernements, de leur analyse et de leur évaluation;
- (3) de recommander aux Suppléants les moyens par lesquels les efforts d'intensification de la défense, que les gouvernements respectifs seraient prêts à fournir, peuvent être employés de la manière la plus rapide et la plus efficace pour concourir à la prompte mise en oeuvre du programme de production à haute priorité et d'autres projets.

35. Dans son rapport aux Suppléants, le Groupe de Travail a souligné la difficulté soulevée par la nécessité d'aboutir à des conclusions spécifiques basées sur les réponses reçues en raison de leur nature générale et de leur manque d'uniformité et en raison du défaut des besoins agréés quant

aux

aux effectifs, à l'équipement et aux fonds nécessaires pour les évaluer judicieusement. Toutefois, le Groupe de Travail a conclu que "les efforts de défense dans leur ensemble, signalés jusqu'à présent par les pays membres, sont encore loin de satisfaire aux besoins de la défense de la Région de l'Atlantique Nord".

36. Cette conclusion a été incorporée dans une résolution adoptée à l'unanimité par les Suppléants (Document D-D/65 Définitif) et par laquelle ils recommandent que:

- (1) les Pays Membres examinent d'urgence si, à la lumière de leurs possibilités économiques, leurs efforts en matière de défense actuellement signalés sont suffisants, et qu'ils examinent également par quels moyens il leur serait possible de contribuer plus amplement aux efforts collectifs requis;
- (2) les Pays Membres s'appliquent à effectuer parmi eux une distribution équitable de l'effort total collectif requis pour la défense commune, combinant par l'intermédiaire de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord les moyens susceptibles d'assurer une distribution équitable et, autant que possible, d'éviter des perturbations dans la structure économique de leur pays;
- (3) les Pays Membres prennent immédiatement toutes mesures supplémentaires possibles au point de vue militaire ainsi qu'en matière de production et de finances pour expédier la mise sur pied et l'équipement de formations entraînées en vue de les rendre promptement disponibles pour la défense de la région de l'Atlantique Nord.

V

QUESTIONS POLITIQUES D'INTERET COMMUN POUR LES PAYS
DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

37. Les Suppléants ont examiné la marche à suivre pour effectuer des échanges de vues sur des sujets politiques d'intérêt commun. Il a été admis qu'aucun mode d'action spécial n'était nécessaire ou souhaitable et que chaque Suppléant serait libre de soulever à tout moment toute question particulière d'intérêt commun. L'espoir a été exprimé que tout Suppléant désireux de procéder à un échange de vues sur une question particulière signifie cette intention aussi longtemps que possible à l'avance pour donner aux gouvernements le temps de consulter.

VI.

VI

ACTION EN MATIERE D'INFORMATION PUBLIQUE AUX TERMES
DE L'ORGANISATION DU TRAITE DE L'ATLANTIQUE NORD

38. Les Suppléants ont pris note de l'action du Conseil au cours de sa réunion du mois de mai, lorsqu'il décida qu'un de ses principaux travaux consisterait à "encourager l'élaboration de programmes d'information publique et à coordonner ces programmes en application des objectifs du Traité, tout en laissant à chaque pays la responsabilité d'instituer des programmes nationaux".

39. L'opinion a été partagée par les Suppléants que la question d'une présentation vigoureuse et véridique au public des dispositions prises par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et de ses buts était de la plus haute importance. Il a été considéré que le cours des événements durant les derniers mois et la nécessité en résultant de procéder à des efforts supplémentaires et accélérés pour renforcer la défense, a mis en lumière la nécessité de rallier l'opinion publique à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

40. En conséquence, les Suppléants ont adopté à l'unanimité une résolution (Document D-D/17 Révisé), autorisant la nomination d'un Directeur de l'Information, assisté d'un personnel subordonné peu nombreux, pour travailler sous la direction du Président en vue d'encourager et de stimuler la diffusion de renseignements. Ce directeur devrait également recommander des mesures pour combattre la propagande insidieuse découlant de sources communistes. Il a été stipulé que la diffusion de renseignements au public devrait être effectuée par les services appropriés de chaque gouvernement particulier ou par leur intermédiaire. Les Suppléants ont souligné le fait que le Directeur de l'Information ne devrait pas prendre contact directement avec la presse, à moins qu'il n'en soit autorisé par les Suppléants, relativement à la publication de communiqués, etc., mais qu'il devrait fournir aux différents organismes nationaux d'information des renseignements susceptibles d'être présentés de manières diverses et appropriées aux conditions particulières de chaque pays. Le Directeur devrait également travailler étroitement avec le personnel du Groupe permanent chargé des relations avec le public.

41. Les Suppléants ont confirmé la nomination par le Président de M. T.F.M. Newton--qui a été rendu disponible par le Gouvernement canadien--en qualité de Directeur de l'Information. Notification publique de cette nomination a été faite et M. Newton entrera prochainement en fonctions à Londres.

VII

VII

CONCLUSION

42. Le Conseil de l'Atlantique Nord, au cours de sa réunion tenue au mois de mai, avait déjà recommandé des mesures immédiates en vue de renforcer la défense de la région de l'Atlantique Nord. Dans l'intervalle, avant la première réunion des Suppléants du Conseil, la situation mondiale s'était détériorée davantage, notamment à la suite de l'acte d'agression inspiré par les communistes et commis contre la République de Corée, et il apparaissait clairement que la possibilité de nouvelles agressions non provoquées dans d'autres parties du monde ne sauraient être méconnue sans danger. Pour cette raison, les Suppléants du Conseil sont arrivés à la conclusion unanime que la nécessité pour les pays membres de prendre des dispositions rapides et effectives en vue d'accroître leurs efforts en matière de défense collective était devenu d'une suprême importance. Ainsi qu'il a été indiqué dans ce rapport, les Suppléants ont agi en conséquence.

43. Bien qu'ils ne désirent en aucune façon diminuer la gravité des brèches qui restent à combler dans la défense de la région de l'Atlantique Nord, même en prenant en considération les efforts accrus en matière de défense que se proposent d'effectuer les Gouvernements respectifs, les Suppléants du Conseil se sentent encouragés par les indications reçues des Gouvernements intéressés qui reflètent la grande importance donnée aux questions de défense. Il est d'une importance vitale que ce premier élan ne se ralentisse pas. Des dispositions provisoires ont été adoptées qui devraient permettre la mise en oeuvre du programme de production ayant haute priorité, mais ces dispositions se fourniront par le mécanisme requis pour l'effort combiné en vue de la réalisation du programme complet. En conséquence, les Suppléants du Conseil désirent souligner le fait qu'une prompt solution des problèmes à plus longue échéance est essentielle et qu'une méthode d'approche bien définie à ce sujet s'impose.

- FIN -

TRES SECRET